



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Direction de la Coordination des  
Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DCPAT-2026 n°379**

**portant levée de la mise en demeure du 04 juillet 2025**

**Société SCI AXCEL BEAUNE, entrepôt logistique  
à Beaulieu-sur-Layon (49750)**

**Installations classées pour la protection de l'environnement**

**Le Préfet de Maine-et-Loire**

**Vu** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et R. 512-46-23 ;

**Vu** l'article L.181-14 du Code de l'environnement ;

**Vu** le décret du président de la République du 2 décembre 2025 portant nomination de M. François PESNEAU, administrateur de l'État, en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

**Vu** le décret du Président de la République du 28 janvier 2026 portant nomination de M. Raymond YEDDOU, en qualité de Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire ;

**Vu** l'arrêté DRAJ/MICCSE n°2026-07 du 16 février 2026 portant délégation de signature à M. Raymond YEDDOU, Secrétaire général de la préfecture ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation DIDD-2011 n° 91 modifié délivré le 15 mars 2011 à la société PARCOLOG GESTION SARL pour l'exploitation d'un entrepôt logistique sur le territoire de la commune de Beaulieu-sur-Layon en ZAC Anjou Actiparc concernant, notamment, la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le dossier technique annexé à la demande en date du 22 juin 2010 déposée par la société PARCOLOG GESTION SARL auprès du préfet de Maine-et-Loire en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un entrepôt logistique sur la commune de Beaulieu-sur-Layon en ZAC Anjou Actiparc ;

**Vu**, notamment, les plans du projet qui font état de 8 cellules de stockage contiguës, 6 cellules trouvant place sur la parcelle cadastrée ZC n° 131 de la commune de Beaulieu-sur-Layon et 2 cellules trouvant place sur la parcelle cadastrée ZC n° 132 de la même commune ;

**Vu** le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle la demande d'autorisation d'exploiter susvisée a été soumise du 8 novembre 2010 au 8 décembre 2010 ;

**Vu** la déclaration du 12 juillet 2022 déposée auprès du préfet de Maine-et-Loire de changement d'exploitant par la SCI AXCEL BEAUNE en application de l'article R. 512-68 du Code de l'environnement ;

**Vu** le récépissé de changement d'exploitant, en date du 6 décembre 2022, délivré par le préfet de Maine-et-Loire à la SCI AXXEL BEAUNE ;

**Vu** le courrier de la SCI AXXEL BEAUNE en date du 15 novembre 2022 confirmant son choix de soumettre les installations de son entrepôt logistique de Beaulieu-sur-Layon aux règles procédurales de l'enregistrement ;

**Vu** l'article R. 512-46-23 susvisé du Code de l'environnement qui impose que toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 11 juin 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 susvisés du Code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté n° 625 du 04 juillet 2025 portant mis en demeure de la SCI AXXEL BEAUNE de respecter les dispositions de l'article R.512-46-23 du Code de l'environnement en déposant auprès du préfet de Maine-et-Loire un dossier complet portant à sa connaissance l'ensemble des modifications apportées à l'entrepôt logistique ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement établi le 17 avril 2026 en faveur de la levée de la mise en demeure du 04 juillet 2025 prise à l'encontre de la SCI AXXEL BEAUNE suite à la transmission du dossier de porter à connaissance du 29 janvier 2026 relatif aux modifications apportées à l'entrepôt ;

**Considérant** que le dossier porté à la connaissance du préfet le 29 janvier 2026 par la SCI AXXEL BEAUNE permet la levée de la mise en demeure du 04 juillet 2025 ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1er**

L'arrêté préfectoral n° 625 du 04 juillet 2025 portant mise en demeure de la SCI AXXEL BEAUNE est abrogé.

### **Article 2**

Le présent arrêté est notifié à la SCI AXXEL BEAUNE par lettre recommandée avec accusé de réception et est publié sur le site internet de la Préfecture de Maine-et-Loire pour une durée minimale de deux mois en vue de l'information des tiers, conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement. Une copie de cet arrêté est adressée au maire de la commune de Beaulieu-sur-Layon.

### **Article 3**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article L. 221-8 du Code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 4**

Le Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, la Colonelle, commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, le maire de la commune de Beaulieu-sur-Layon et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à la SCI AXCEL BEAUNE par courrier recommandé.

Fait à ANGERS, le **04 MAI 2026**

Pour le préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général,

Raymond YEDDOU

